

Mémoire présenté au Comité permanent de la justice et des droits de la personne

Consultation sur la traite des personnes au Canada

Présenté par : Kathleen Quinn, directrice générale, CEASE : Centre to End All Sexual Exploitation

Le CEASE : Le Centre to End All Sexual Exploitation est ravi d'avoir l'occasion de présenter son expérience des trois dernières décennies, de relever certaines préoccupations et de soumettre plusieurs recommandations à votre considération. Nous allons nous concentrer sur la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle puisque c'est notre domaine d'expertise. Nous sommes conscients que la traite des personnes comprend l'exploitation en milieu de travail, le trafic d'organes et d'autres formes d'exploitation, et sommes persuadés que d'autres organisations parleront de ces volets.

- I. Fait : Les enfants, les jeunes, les femmes, les hommes et les personnes transgenres continuent d'être leurrés, séduits, abusés et agressés sexuellement, et victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle commerciale. La terreur, le traumatisme et la dégradation ne suffisent pas à exprimer pleinement ce qu'éprouve chaque victime. Ces blessures infligées au corps, à l'esprit et à l'âme laissent des cicatrices qui nécessitent toutes sortes de services thérapeutiques pendant des annéesⁱ.
- II. Fait : De jeunes hommes et de jeunes femmes, souvent issus de communautés marginalisées, défavorisées et racialisées, se tournent vers le leurre, le recrutement, la séduction, l'exploitation, l'abus et la traite d'autres jeunes pour gagner de l'argent dans un milieu lucratifⁱⁱ.

Exemples de réalisations du CEASE sur trois décennies (remarque : l'anonymat a été préservé pour protéger les victimes) :

- À la fin des années 1990, une jeune femme blanche d'Edmonton a été victime de traite vers une île au large de la Chine continentale, où elle devait travailler dans une maison de prostitution. Des frais de départ de 10 000 \$ ont été exigés pour la ramener au Canada. Nous ignorons si d'autres jeunes femmes canadiennes sont encore victimes de traite à destination d'Asie. Il semble toutefois que le mouvement soit inversé : soit de nombreuses femmes originaires de l'Asie viennent volontairement au pays pour travailler afin de rembourser des dettes familiales ou de transport, et peuvent alors être forcées à se prostituer pour gagner l'argent, soit elles sont victimes de traite depuis leur pays d'origine.
- Au cours des derniers mois, une jeune femme autochtone a été leurrée à partir d'une collectivité située au nord d'Edmonton. Elle a été initiée à la méthamphétamine, puis a été

victime de traite, d'agression et de menaces de mort. Le CEASE a travaillé avec la police pour lui procurer un billet d'autobus et la sortir d'Edmonton. Elle vit toujours dans la peur, a du mal à trouver l'argent pour payer ses frais de subsistance et risque encore de subir d'autres préjudices en raison de la violence associée aux gangs, au trafic de drogues et au commerce du sexe. La bonne nouvelle, c'est qu'elle garde contact avec les détectives de l'unité contre l'exploitation et la traite de personnes de la police d'Edmonton, ainsi qu'avec le CEASE. Nous l'avons mise en relation avec des ressources dans l'autre ville.

- Une jeune femme autochtone a été séquestrée dans une chambre d'hôtel, vendue à des clients du sexe, puis battue par son petit ami, qui est aussi son bourreau. Le personnel de l'hôtel a prévenu la police, et nous avons travaillé ensemble pour la ramener en toute sécurité dans sa province natale. Son bourreau, qui est issu d'une communauté racialisée et marginalisée, a fait face à 18 accusations. Elle s'est ensuite rétractée et a refusé de témoigner parce qu'elle l'aime. Elle a assumé tout le blâme, et les accusations ont été retirées. Elle a repris avec lui, et il l'oblige encore à fournir des services sexuels pour rapporter de l'argent.
- Une jeune femme de l'Est du Canada est venue à Edmonton en tant que travailleuse du sexe indépendante. Elle a diffusé ses propres publicités, mais elle a rapidement subi des pressions de la part d'un trafiquant malintentionné sur le site Backpage.com. Il l'a laissée sans argent ni endroit sûr où rester. Elle a fait appel à la police parce qu'elle craignait pour sa vie. Le CEASE a alors été appelé en renfort pour la renvoyer chez elle en toute sécurité sur un vol de nuit. Nous trouvons essentiel de poursuivre les initiatives de sensibilisation à la réduction des méfaits des organismes d'application de la loi, puisqu'elles renforcent la confiance, fournissent de l'information sur les ressources communautaires et offrent une aide concrète ponctuelle, comme le prix d'un billet d'avion ou d'autobus pour un retour en lieu sûr. (La jeune femme avait été contactée dans le cadre de l'opération Northern Spotlight; elle a dit que c'est pour cette raison qu'elle s'est sentie suffisamment en sécurité pour appeler la police 10 jours plus tard afin de demander de l'aide pour fuir.) Le CEASE a fait des recherches et a créé une carte de visite qui présente les ressources d'Edmonton où des services sont fournis en français. Le document a ensuite été remis à la police et à des représentants de la Ville, et il est affiché sur le site Web du CEASE pour mieux aiguiller les femmes francophones qui sont à Edmonton.
- Une femme d'un pays asiatique, qui se trouvait au Canada grâce à un visa de visiteur d'une durée de six mois, a été leurrée de Toronto à Edmonton pour rembourser une dette de jeu. Au lieu de cela, elle a été emmenée dans une résidence privée et contrainte à fournir des services sexuels pendant une semaine avant de pouvoir appeler le 911. Le trafiquant a été intercepté, inculpé, reconnu coupable et expulsé parce qu'il se trouvait au Canada illégalement. La femme est retournée dans son pays, et elle a gardé contact avec un représentant du CEASE qui parlait sa langue jusqu'à quelques jours avant le procès, après quoi son numéro a été débranché. Nous ne saurons jamais ce qui lui est arrivé.

Il y avait d'autres femmes asiatiques qui ont été séquestrées dans une maison, puis emmenées dans une autre pour fournir des services sexuels. C'est ce qu'on pourrait appeler un « microbordel asiatique » destiné à un « réseau de clients fermés », où les trafiquants utilisent le « bouche-à-oreille » pour trouver les clients, de façon à attirer peu d'attention sur l'opération. D'autres réseaux de traite se servent de centres d'appels pour échanger avec des clients en ligne

qui pensent communiquer directement avec la femme de la publicité, alors que ce n'est pas le cas. Une fois que la communication est établie par message texte, les clients sont dirigés à un endroit par le centre d'appels, qui avise ensuite la femme de se préparer et de faire tout ce qu'ils veulent.

- Une fille de 16 ans a été recrutée dans un centre commercial par un garçon du même âge, qui l'a couverte de cadeaux. Elle a ensuite été séquestrée dans une chambre d'hôtel pendant une semaine, tandis qu'il publiait des publicités sur Internet pour que des hommes viennent lui acheter des services sexuels. Ils ont amassé plus de 8 000 \$ cette semaine-là. Les clients ignoraient qu'ils exploitaient une mineure, mais ils savaient qu'ils achetaient les services sexuels d'une jeune femme ayant « à peine l'âge légal » de 19 ans, selon l'annonce. Elle a été emmenée dans un refuge et a reçu le soutien de ses pairs.
- Le CEASE soutient également les femmes, les hommes et les personnes transgenres dont l'expérience dans le commerce du sexe ne correspond pas nécessairement aux critères du crime de traite des personnes, étant donné qu'ils n'ont pas été contraints par un tiers pouvant être accusé et tenu responsable. Ces personnes ont plutôt été obligées de participer au commerce du sexe en raison de conditions économiques difficiles, de l'inégalité des revenus, de l'inégalité entre les sexes et du grand nombre d'hommes qui sont prêts à payer en échange de sexe. Pour les femmes, les hommes et les personnes transgenres, c'est une façon de payer les factures, de se loger et de subvenir aux besoins de leur famille.

Notre expérience nous a appris qu'il existe un continuum dans le commerce du sexe : il y a des travailleurs du sexe autonomes qui contrôlent grandement leur environnement et de leurs clients; ceux qui n'ont pas d'autres options que les revenus du commerce du sexe pour payer leurs factures, mais qui souhaiteraient pouvoir gagner leur vie autrement; ceux qui se prostituent en échange d'un endroit pour dormir, de nourriture et de drogues qui engourdissent leurs traumatismes; et ceux qui sont victimes de traite sous l'emprise d'une tierce personne. Bien que certains de mes confrères au Canada prétendent qu'il ne peut y avoir aucune confusion entre la traite des personnes à des fins sexuelles et le travail du sexe, nous trouvons plus constructif de placer les expériences le long d'un continuum pour faciliter la compréhension, le dialogue et assurer l'efficacité des lois, des interventions policières et des poursuites. Comprendre ce continuum d'expériences peut également orienter les initiatives de sensibilisation du public et les interventions holistiques à long terme qui traitent de l'insécurité du revenu, de l'insécurité alimentaire, des options d'emploi viables et du rétablissement à la suite d'un traumatisme.

Un facteur commun à tous ceux qui ont appelé le CEASE est qu'à un moment de leur vie, ils ont subi de la violence sexuelle, de la violence physique, des possibilités d'emploi limitées, de l'exclusion sociale et de la discrimination, qu'ils aient été victimes de traite ou non.

COMPTE RENDU DES EXPÉRIENCES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES DÉCENNIES :

- III. *Ce qui n'a PAS changé* : Le modèle économique simple de l'offre et de la demande, et l'attrait du profit. Lorsque c'est combiné au trafic de stupéfiants, au commerce des gangs et

aux réseaux de trafic organisés à l'échelle internationale, cela crée un mélange dangereux et meurtrierⁱⁱⁱ.

- IV. *Ce qui A changé* : L'utilisation accrue de différentes technologies comme les recherches sur Internet, les sites Web, les applications pour téléphones intelligents, les avis et d'autres médias qui servent à promouvoir le commerce sexuel, en camouflant les victimes de la traite derrière ce qui semble être des publicités, des endroits et des sites de rencontre normaux de l'industrie du sexe. Lorsque des clients parcourent le Web ou la rue, ils ont peu de façons de savoir si la personne à laquelle ils veulent acheter les services est victime de traite, est mineure ou vit dans la pauvreté, ou si c'est une personne indépendante qui fait la promotion de ses propres services sexuels.
- V. *Ce qui EST EN TRAIN de changer* : l'accès accru, et l'incidence de l'exposition à des images sexuellement violentes et dégradantes sur des sites Internet, des sites de jeux en ligne, des applications et d'autres moyens électroniques. Puisque le commerce du sexe doit se mettre en valeur pour inciter les clients à revenir et pour en attirer de nouveaux, les publicités et les vidéos sont de plus en plus représentatifs des expériences, des poses et du langage des vedettes de la pornographie. Les victimes de la traite ou les personnes en situation de pauvreté sont souvent contraintes d'offrir des « fins heureuses » sans protection et d'être giflées, étouffées, retenues de force, agressées sexuellement, filmées sans leur permission et soumises à d'autres formes de violence sexuelle.
- VI. *Ce qui POURRAIT changer* : Pour chaque trafiquant arrêté et condamné, il y en a beaucoup d'autres qui sont prêts à le remplacer. Pour chaque enfant, jeune ou adulte qu'on aide à guérir du traumatisme causé par la traite, il y en a de nouveaux qui sont séduits. Pour chaque victime de la traite au Canada, il y a une multitude de clients qui attendent en ligne, que ce soit dans des chambres d'hôtel, des appartements, des condos, des maisons ou des voitures, pour acheter des services sexuels. Les filles, les femmes et les hommes nous disent avoir servi entre trois et douze hommes ou plus par jour. C'est pourquoi il s'agit d'un modèle d'affaires aussi lucratif.

Le CEASE reconnaît l'importance et la nécessité d'harmoniser continuellement la législation canadienne sur la traite des personnes, la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*. Une excellente initiative consisterait à assurer une application uniforme dans l'ensemble du pays et une utilisation de tous les outils juridiques qui ont été créés. Nous devons réduire la demande du marché pour apporter des changements positifs au pays qui entraîneraient une réduction importante de la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle. Nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur les trafiquants et les victimes. Nous devons cibler ceux qui achètent, financent, gèrent, font la publicité, photographient, créent les sites Web et les centres d'appels, réservent les hôtels, les appartements, les maisons, et qui possèdent les salons de massage autorisés ou non.

Depuis 1996, le CEASE s'occupe du Sex Trade Offender Program (STOP). Cette initiative multipartite est en fait un Programme de mesures de rechange pour adultes approuvé, qui s'adresse aux délinquants primaires, sans antécédents de violence contre des enfants ou des femmes en particulier. L'achèvement du programme de 8 heures entraîne le retrait des accusations. Le taux de récidive est faible et avoisine les 3 %. Certains des individus ayant été arrêtés à nouveau disent souffrir d'une dépendance à la pornographie ou au sexe, à laquelle s'ajoute l'accès facile des recherches sur Internet pour acheter des services sexuels. Plus de 3 000 hommes y ont participé. Il est important de savoir que les frais qu'ils versent servent à couvrir toute une gamme de mesures d'aide pour les victimes immédiates et les survivants à long terme, et à démultiplier les dons de la collectivité pour offrir des aides à court et à long terme. Lorsque le Service de police d'Edmonton ou la GRC appellent le CEASE pour transporter une personne en lieu sûr, ce sont les frais du programme STOP qui nous permettent d'intervenir rapidement et de couvrir ces frais.

Les objectifs du programme STOP sont d'informer, d'éduquer et d'encourager l'empathie. Les conférenciers du matin sont : des procureurs de la Couronne (les lois), des détectives de l'unité contre l'exploitation et la traite de personnes de la police d'Edmonton (la réalité); l'équipe proactive KARE de la GRC (les enquêtes sur les homicides); les agents de probation; et l'équipe d'éducation et de dépistage des ITS des Services de santé de l'Alberta (la syphilis et la gonorrhée sont épidémiques à Edmonton). En après-midi, l'accent est mis sur les pratiques sexuelles saines, le consentement dans les relations, la dépendance sexuelle et l'incidence de la pornographie; des séances en petits groupes pour faire l'expérience des répercussions; ainsi que des témoignages de survivants et d'une mère dont la fille fait partie des femmes assassinées. Les participants nous disent toujours que ce sont ces témoignages qui ont le plus d'incidence sur eux. Beaucoup sont reconnaissants d'avoir été arrêtés et d'avoir eu la chance d'apprendre les multiples répercussions des préjudices, pour eux-mêmes et pour les autres. Plus de 50 % d'entre eux sont en relation sérieuse au moment de leur arrestation. Nous leur fournissons de l'information sur les groupes de soutien pour les hommes qui vivent une rupture ou qui ont des problèmes de chômage, et leur remettons des références de conseillers.

Alors que les chiffres fluctuent chaque année, pas moins de 30 % des personnes arrêtées aux termes de l'ancienne infraction prévue à l'article 213 du Code criminel ou de l'infraction actuelle prévue à l'article 286.1 ne sont PAS admissibles au programme en raison de leurs antécédents de violence, étant donné que certains ont déjà été arrêtés pour ces infractions. Le CEASE trouve important de se rappeler que plus de 43 femmes et personnes transgenres dans la région d'Edmonton ont été victimes de meurtre en lien direct avec l'exploitation sexuelle. L'affaire la plus récente est celle d'une jeune femme de l'Est du Canada qui a été étranglée dans un appartement alors qu'elle travaillait comme escorte sous l'emprise d'un proxénète. L'homme qui l'a assassinée a été trouvé et accusé, mais plus de 31 de ces homicides demeurent non résolus.

RECOMMANDATIONS :

1) Changez les processus du système de justice pénale et les lois :

- Éliminez les obstacles à la mise en œuvre du projet de loi C-452, qui a reçu la sanction royale (18/06/2015). Si des améliorations sont nécessaires, apportez-les rapidement^{iv}. Un procureur de la Couronne a avisé le CEASE qu'il s'agirait pour eux d'un outil législatif fort utile.
- Revoyez la loi du Minnesota, qui n'exige aucune preuve pour la force, la fraude ou la coercition des victimes de tout âge. Trouvez comment harmoniser l'intention de cette loi avec les lois canadiennes sur la traite des personnes, et avec des amendements comme ceux du projet de loi C-452^v.
- Dans le même ordre d'idée, envisagez des mécanismes permettant de repérer l'attachement renforcé par le traumatisme et la coercition entre les victimes et les trafiquants, afin que le poids du témoignage ne repose pas uniquement sur les épaules de la victime, qui peut craindre de dénoncer le trafiquant parce qu'elle est en relation avec lui, et qu'elle ne veuille ni le blesser ni l'envoyer en prison^{vi}.
- Veillez à ce que toutes les dispositions de la Charte des droits des victimes soient mises en œuvre à l'échelle du pays par les ministères provinciaux de la Justice. Collaborez avec ces ministères pour assurer le financement d'aides au témoignage, comme des écrans qui permettent aux victimes de témoigner sans voir le trafiquant. (Le CEASE a fourni des services d'aide aux femmes victimes lorsqu'aucun écran n'était mis à leur disposition. Cette mesure a eu une incidence considérable sur les femmes et leur témoignage, qui ont parfois tendance à se rétracter, ou à assumer toute la responsabilité et tout le blâme. Il est arrivé qu'il n'y ait qu'un seul écran disponible, et qu'il soit utilisé pour le témoignage d'un enfant victime d'abus.)
- Veillez à ce que la formation tenant compte des traumatismes continue à être dispensée à la magistrature, aux procureurs de la Couronne et aux autorités municipales, provinciales et fédérales (y compris aux agents chargés de faire appliquer le règlement, aux agents de la paix, aux agents d'immigration et à la patrouille frontalière), d'autant plus qu'il y a toujours de nouveaux employés dans ces secteurs.
- Favorisez le partage entre les pays des pratiques prometteuses qui soutiennent les victimes de la traite des personnes tout au long des processus du système de justice pénale.

2) Aidez les municipalités, les provinces et les territoires à repérer la traite des personnes à des fins sexuelles, à dissuader ces pratiques et à intervenir en présence d'opérations organisées dans les salons de massage autorisés ou non, les spas de bien-être, les hôtels, les condos, les appartements et les maisons accessibles sur des sites Internet et Airbnb, dans les logements locatifs et d'autres lieux. Pour l'instant, chaque municipalité et son service de police sont laissés

à eux-mêmes à ce chapitre, ce qui permet facilement aux réseaux de traite des personnes de se dissimuler.

- 3) Sensibilisez les gens à tous les aspects de la loi, formez les forces de l'ordre et appliquez les lois de la même manière d'un bout à l'autre du pays. Supprimez le libellé de l'article 213 qui permet aux forces de l'ordre de porter des accusations contre les individus qui se trouvent à proximité des écoles et des terrains de jeux. À Edmonton, il s'agit principalement de femmes autochtones sans-abri qui ont des problèmes de santé complexes. Continuez à éviter les poursuites à toutes les personnes qui fournissent des services sexuels, peu importe le lieu.
- 4) Renouvelez le plan d'action national et investissez dans celui-ci :
Grandes priorités :
 - Des initiatives de prévention et d'éducation axées sur les jeunes à risque de devenir des victimes, ainsi que sur ceux qui risquent de devenir des trafiquants, des recruteurs et des exploitateurs;
 - Un financement durable pour aider les victimes et leur offrir l'éventail des services dont ils ont besoin à différentes étapes de leur parcours;
 - Des initiatives de formation spécialisée (par exemple, sur la santé, l'accueil, les déplacements et les autres endroits où le personnel peut retrouver des victimes de la traite)^{vii};
 - Une augmentation de la capacité de collecte des données, d'analyse et de stratégies;
 - Une augmentation de la capacité à « suivre l'argent »^{viii}.
- 5) Guérissez les injustices systémiques passées : créez des mécanismes fédéraux et provinciaux pour éliminer les casiers judiciaires des personnes prostituées et victimes de la traite qui remontent à avant 2014.

À propos du CEASE : Centre to End All Sexual Exploitation

Le CEASE est un organisme de bienfaisance régi par un conseil d'administration. Notre petite équipe aide les personnes, principalement des femmes, qui nous confient leurs histoires de difficultés, de souffrance, de survie et de victoire. Nous sommes un organisme de bienfaisance établi à Edmonton qui a consacré les trois dernières décennies à accompagner ceux qui nous demandent de l'aide; à sensibiliser les hommes sur les réalités et les répercussions de l'exploitation sexuelle commerciale; et à préconiser des changements pratiques et systémiques positifs aux politiques et aux lois. Nous offrons notamment un soulagement direct de la pauvreté, une défense des victimes au sein du système de justice pénale, et une défense des programmes sociaux, de sorte que les gens aient accès aux droits et aux ressources fondamentaux de la société canadienne, aux services de rétablissement à la suite d'un traumatisme et au soutien des pairs et de la collectivité. Le CEASE s'occupe également du programme Sex Offender Trade Offender (STOP).

Notre vision consiste à créer une communauté de respect, de guérison et de transformation pour les personnes, les familles et les collectivités qui sont touchées par l'exploitation sexuelle, la traite des personnes à des fins sexuelles et l'inégalité sociale. Nous fournissons un soutien au moyen de trois stratégies :

- I. Réparer les torts
 - Soutien et défense des victimes dans les processus du système de justice pénale
 - Counseling en vue du rétablissement à la suite d'un traumatisme
 - Below the Belt : programme à l'intention des hommes
 - Fonds HOPE (Help Others Prosper Equally) pour alléger la pauvreté

- II. Préparer l'avenir
 - Fournir des bourses et de l'encadrement
 - Pierres d'assise pour les familles et les femmes (y compris la recherche d'un logement)
 - Programmes d'autonomisation I CAN dans deux établissements correctionnels
 - Programmes d'éducation financière et d'épargne de contrepartie EMPOWER U; aide à la déclaration de revenus

- III. Inspirer un changement positif
 - Programme YSTEP (Youth Stop Trafficking and Exploitation Program) et soutien des pairs
 - Programme STOP (Sex Trade Offender Program)
 - Collaborations communautaires
 - Sensibilisation du public, formation

ⁱ <http://humantraffickingelearning.com/wp-content/uploads/2017/09/Understanding-the-four-stages-of-recovery-from-sex-trafficking.pdf>

<http://www.edmontonpolice.ca/News/MediaReleases/youtharresttrafficking.aspx>

<https://www.cbc.ca/radio/thecurrent/the-current-for-march-19-2018-1.4582208/they-don-t-know-they-re-victims-she-was-trafficked-at-17-but-didn-t-recognize-the-signs-1.4582210>

ⁱⁱ GRC : Projet SECLUSION : http://publications.gc.ca/collections/collection_2011/grc-rcmp/PS64-78-2010-fra.pdf

GRC : Projet Safekeeping : <http://www.rcmp-grc.gc.ca/ht-tp/publications/2013/proj-safekeeping-fra.htm>

ⁱⁱⁱ GRC : Hidden Abuse – Hidden Crime : https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/criminal-justice/victims-of-crime/human-trafficking/human-trafficking-training/module-2/rcmp-findings_2010

GRC : Crime organisé : <http://www.rcmp-grc.gc.ca/qc/pub/sens-awar/drogue-drug/co-oc-fra.htm>

Article : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-if-were-serious-about-ending-human-trafficking-listen-to-survivors/>

^{iv} Projet de loi C-452 : <https://openparliament.ca/bills/42-1/C-452/>

^v Loi du Minnesota : <https://www.revisor.mn.gov/statutes/?id=609.325>

^{vi} <https://www.omicsonline.org/open-access/traumacoerced-bonding-and-victims-of-sex-trafficking-where-do-we-go-from-here-1522-4821-1000223.php?aid=55771>

^{vii} **Exemples de formation sur la traite des personnes dans tous les secteurs :**

Canada

Documents de la GRC sur la traite de personnes : <http://www.rcmp-grc.gc.ca/ht-tp/index-fra.htm>

<https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/criminal-justice/victims-of-crime/human-trafficking>

Professionnels de la santé :

<https://www.fraserhealth.ca/health-info/health-topics/sexual-assault/forensic-nursing-service/human-trafficking/>

https://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/english/ovss/human_trafficking/

<http://helpingtraffickedpersons.org/>

Fondation Air Canada – formation dans l’industrie du voyage

<https://www.newswire.ca/news-releases/beyond-borders-and-the-air-canada-foundation-renew-their-partnership-to-raise-awareness-about-child-sex-tourism-and-trafficking-675391773.html>

Formation dans le secteur de la planification d’événements et l’industrie de l’accueil – Meeting Professionals Against Human Trafficking : <http://www.mpaht.com/>

<https://www.meetingscanada.com/start-asking-questions-combat-human-trafficking/>

Partenariat d’Airbnb dans le projet Polaris

<https://www.theglobeandmail.com/news/toronto/airbnb-rentals-being-used-for-alleged-human-trafficking-toronto-police/article38066008/>

<https://medium.com/@AirbnbCitizen/taking-a-modern-approach-to-combating-modern-slavery-227db96d732b>

États-Unis

Projet Polaris sur l’utilisation de stratégies axées sur les données pour prévenir et interrompre la traite des personnes : <https://polarisproject.org/>

AMTRAK (États-Unis) : <https://police.amtrak.com/index.php/about/human-trafficking-awareness>

<https://www.mercurynews.com/2018/06/14/south-bay-transit-human-trafficking-training-may-go-statewide/>

<https://www.seattletimes.com/seattle-news/911-dispatchers-train-to-spot-sex-trafficking/>

<https://www.cnn.com/travel/article/human-trafficking-at-airports/index.html>

Asian American Hotel Association :

<http://www.aahoa.com/humantraffickingresources>

American Hotel and Lodging Educational Institute :

<https://www.ahlei.org/humantrafficking/>

Agents de bord :

<https://www.nbcnews.com/news/us-news/flight-attendants-train-spot-human-trafficking-n716181>

^{viii} Lignes directrices du CANAFE concernant le recyclage de produits illicites provenant de la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle : <http://www.canafe-fintrac.gc.ca/guidance-directives/overview-aperçu/operation/oai-hts-fra.asp>

CANAFE : <http://www.canafe-fintrac.gc.ca/publications/ar/2017/1-fra.asp>